



Les syndicats des employés de la fonction publique fédérale veulent faire front commun avec la population canadienne

19 septembre 2011

(Moncton) . Les dirigeants de 18 syndicats représentant des centaines de milliers d'employés de la fonction publique fédérale demandent au gouvernement canadien de revenir sur sa décision d'éliminer des emplois et des services publics dont dépend la population canadienne d'un bout à l'autre du pays.

Les agents négociateurs membres du Conseil national mixte se sont réunis dans le cadre d'un sommet à Moncton, au Nouveau-Brunswick, au cours duquel ils ont abordé les différentes façons de promouvoir et de défendre les services publics dans un contexte d'imposition de mesures d'austérité dommageables et inutiles par les conservateurs de Harper.

« Nous nous sommes unis pour démontrer que nos membres seront solidaires avec la population canadienne et qu'ils travailleront ensemble pour renforcer les services publics desquels nous dépendons tous, a affirmé John Gordon, président national de l'Alliance de la Fonction publique du Canada. Les services publics sont à l'image des valeurs fondamentales des Canadiennes et des Canadiens; des valeurs de justice et d'égalité des chances, qui doivent être protégées. »

Les représentants des employés de la fonction publique fédérale ont rencontré des Canadiennes et Canadiens de l'Atlantique qui fournissent des services publics essentiels pour la région. Ils ont aussi rencontré des dirigeants communautaires qui sont bien au fait des conséquences négatives qu'auront ces compressions sur l'économie locale.

« L'obsession du gouvernement à vouloir imposer des mesures d'austérité dans un contexte économique fragile et les soupçons qu'il entretient par rapport à la fonction publique causeront du tort à la santé, à la sécurité et au bien-être de la population canadienne », a affirmé Gary Corbett, président et administrateur en chef de l'Institut professionnel de la fonction publique du Canada.

En adhérant à une déclaration de partenariat avec les Canadiennes et les Canadiens, les syndicats des employés de la fonction publique fédérale s'engagent à continuer de placer l'intérêt public au premier rang dans le cadre de leur lutte pour consolider l'avenir de notre pays. Ils lanceront d'ailleurs, à l'échelle pancanadienne, une pétition demandant à Tony Clement, président du Conseil du Trésor, dans un contexte de fragilité économique, de donner la priorité

à des services publics essentiels et à un filet de sécurité sociale qui soit viable à long terme, plutôt qu'à des préoccupations à court terme visant à réduire déficit.

« Les programmes et les services qu'offrent nos membres à la population canadienne, collectivement, contribuent à améliorer notre niveau de vie, nous permettent de bâtir des communautés vivantes et protègent notre environnement », a précisé Claude Poirier, président de l'Association canadienne des employés professionnels.

Les agents négociateurs membres du Conseil national mixte pressent le gouvernement de tenir de véritables consultations avec ses employés afin d'assurer que l'intérêt de la population sera la priorité.

Pour obtenir de plus amples renseignements :

Lesley Thompson, Communications AFPC, 902-471-6201 (cellulaire)
Pierre Villon, Communications IPFPC, 613-864-6700 (cellulaire)